Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Service Connaissances Évaluation Climat

Tel : 05 61 58 55 65
Courriel : autorite-environnementale.dreal-midi-pyrenees@developpement-durable.gouv.fr
Réf. : PB-AME-512-46-PPRn-LotAval_Vert_MasseNotification

Toulouse, le 22 OCT. 2013

Le directeur régional

à

Préfecture du Lot
DDT
Service gestion des sols et ville durable
cité administrative
127 quai Cavaignac
46009 CAIIORS cédex

Objet : dossier de demande d'examen au cas par cas n° F07313D0265
notification de décision de dispense d'évaluation environnementale

En application des articles R122-17-II et R122-18 du Code de l'Environnement, je vous prie de trouver ci-joint la décision de l'autorité environnementale concernant le dossier suivant :

Personne publique responsable du plan : Préfet du Lot

Intitulé du plan : PPRn Lot aval – Vert – Masse (révision)

Localisation : GIGOUZAC (46)


Pour le Préfet du Lot
Autorité Environnementale
et par délégation,
Le directeur régional

La Directrice Adjointe,
Laurence PUIJO

1 rue de la Cité administrative – CS 80002 - 31074 TOULOUSE CEDEX 9 – Tél. 05 61 58 50 00
Direction Régionale de l'Environnement, 
de l'Aménagement et du Logement

Service Connaissances Évaluation Climat

Courriel : autorite-environnementale.dreal-midi-
pyrenees@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : PB-AME-512-46-PPRnLotAvalVertMasse-Arrêté

Toulouse, le 22 OCT. 2013

ARRÊTE n° A07313D0265
portant décision de dispense d’une évaluation environnementale en application de l’article R122-18 du Code de l’Environnement

Le Préfet du Lot, en tant qu’autorité administrative compétente en matière d’environnement, en application de l’article R122-18 ;
Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen relative à l’évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l’environnement, notamment son annexe II ;
Vu le Code de l’Environnement, notamment ses articles R 122-17-II et R122-18 ;
Vu la demande d’examen au cas par cas relative au dossier suivant :

Personne publique responsable du plan : Préfet du Lot

Intitulé du plan : Révision du PPR inondation Lot Aval-Vert-Masse

Localisation : Commune de GIGOUZAC (46)

reçue le 26 août 2013 et considérée comme complète le même jour ;
Vu l’arrêté du Préfet du Lot en date du 6 mai 2013 portant délégation de signature au directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement ;
Vu l’avis de l’agence régionale de santé en date du 3 septembre 2013 ;

Considérant que le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) a pour vocation d’assurer la sécurité des personnes et des biens en réglementant l’occupation des sols et les règles constructives dans les zones soumises à l’aléa inondation et ainsi réduire la pression d’aménagement sur ces secteurs ;

Considérant que le projet consiste en une simple révision du PPRi « Lot aval-Vert-masse » approuvé le 9 juin 2008 et qu’il se limite au territoire de la commune de GIGOUZAC afin de prendre en compte la crue du ruisseau Vert de juin 2010 ;

Considérant que la révision du PPRi entraîne une augmentation des zones soumises à l’interdiction de construire en classant les zones actuellement identifiées à aléa « faible » en zones à aléa « fort » ;

Considérant que le principal enjeu environnemental sur le périmètre de prescription concerne la ZNIEFF de type I « Ruisseaux affluents du Vert à Gigouzac » ;

Considérant le fait que les secteurs concernés par cette ZNIEFF sont classés en aléas forts ou en zone rouge, donc soumis à interdiction de construire, ce qui aura pour conséquence de renforcer leur préservation ;

1 rue de la Cité administrative – CS 80002 - 31074 TOULOUSE CEDEX 9 – Tél. 05 61 58 50 00

Considérant que la révision du PPRi ne prévoit pas de travaux d’aménagement ou de protection collective ;
Considérant que la révision du PPRi préconise des règles de construction ou des travaux de prévention sur les habitations et les bâtiments existant, spécifiques au risque inondation ;
Considérant qu’au regard de l’ensemble de ces éléments le plan n’est pas susceptible d’entraîner des impacts négatifs notables sur l’Environnement.

Arrête

Article 1er


Article 2


Article 3

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours administratif (gracieux ou hiérarchique), ainsi que d’un recours contentieux.
Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à Monsieur le DREAL Midi-Pyrénées – cité administrative, 1 rue de la cité administrative – CS 80 002, 31 074 Toulouse cedex 9.
Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à Monsieur le ministre de l’écologie, du développement durable et de l’énergie – Grande arche, Tour Pascal A et B, 92 055 La Défense cedex.
Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au Tribunal administratif de Toulouse – 68 rue Raymond IV, BP 7007, 31 068 Toulouse cedex 07.

Article 4

Monsieur le Préfet du Lot, ainsi que les agents placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet de Lot
Autorité Environnementale
gen par délégation,
Le directeur régional

La Directrice Adjointe,
Laurence PUJO